

Jean-Marie ROGER à l'AG de la FDSEA

Retrouver la fierté d'être paysan

“Unissons nous et menons ensemble le combat. Devenons force de proposition. Ainsi, collectivement, nous serons plus forts et crédibles”, exhorte le président de la FDSEA, Jean-Marie Roger qui propose de refonder un syndicalisme méditerranéen.

Depuis qu'il préside aux destinées de la FDSEA Pyrénées-Roussillon, Jean-Marie ROGER amène hors des sentiers battus les participants à l'assemblée générale du syndicat. Cette année, exit la forme conventionnelle sur le mode statutaire, remplacée par une intervention - celle du président - suivie d'une table-ronde réunissant les plus hauts responsables nationaux des filières fruits, légumes et vins, présents au Centre culturel de Pézilla de la Rivière, le 22 mai.

“C'est dans la difficulté qu'il faut savoir resserrer les rangs”

C'est un président “combatif et déterminé” qui a fait le point sur l'action d'une fédération, certes “petite par la taille, mais grande par sa volonté et son ambition”.

“Combatif face à la détresse paysanne, aux inégalités, aux distorsions, à l'incompréhension de la société”, Jean-Marie Roger est tout aussi “déterminé” pour faire en sorte qu’“ensemble on puisse changer le cours des choses”. Ce qu'il résume par cette phrase : “entre crever et essayer de se battre, le choix est vite fait”.

Et si, plus souvent, le monde paysan affiche sa démoralisation et sa démotivation pour l'engagement syndical, “c'est dans la difficulté qu'il faut savoir resserrer les rangs”, exhorte le président de la FDSEA, estimant que “le monde agricole est désabusé ce qui ne veut pas dire indulgent”. Et d'avancer cette remarque aux accents de conseil : “avant de chercher ce que le syndicalisme peut faire pour vous, commencez par vous demander ce que vous pouvez faire pour lui.”

“Parlons collectif. Cessons l'individualisme. Si nous ne présentons pas une offre plus concentrée, nous disparaîtrons”, met en garde J.M. Roger rappelant que “le meilleur avocat pour défendre nos produits, c'est nous”.

“FDSEA et JA du Sud, du Roussillon à la Provence, il est temps de se prendre en main”, plaide-t-il. Prenant l'exemple du dossier de l'Euro Méditerranée, il fait remarquer que ce sont les moins concernés qui actuellement en parlent le plus, alors qu'ici, nous cumulons crise sur crise et mévente sur mévente. “Unissons nous et menons ensemble ce combat. Devenons force de proposition. Ainsi, collectivement, nous serons plus forts et crédibles” propose le président de la FDSEA. C'est dans cet esprit que les responsables syndicaux, régionaux ou nationaux invités à cette

assemblée générale se sont retrouvés durant l'après midi dans une salle de la cave coopérative de Pézilla pour refonder un syndicalisme méditerranéen.

“Le vrai développement durable doit concilier l'économie, le social et l'environnement”

Dans la seconde partie de son intervention, Jean-Marie Roger a évoqué les préoccupations qui font l'actualité agricole du département. Tout d'abord, il rappelle le poids de “l'alliance économique” récemment conclue à travers l'UPA dont les ressortissants sont tous des chefs d'entreprise représentant 75 % de l'emploi dans les Pyrénées-Orientales.

Le projet du “tuyau” qui réapparaît promet de faire parler de lui. “Si j'avais confiance dans la politique, je trouverai humain de livrer de l'eau aux espagnols. Mais moi, Jean-Marie Roger, président de la FDSEA, je suis mandaté pour défendre les intérêts des agriculteurs des Pyrénées-Orientales. C'est pourquoi je dis : l'eau du Rhône à Perpignan, oui ; en Espagne, non.” Et d'apporter cette précision : “dès lors que l'Espagne aura ses charges identiques aux nôtres, nous étudierons la question. Mais il faut savoir que la FDSEA n'acceptera pas les décisions prises par quiconque d'autre.”

Au passage, il brocarde le rapport Flajolé, préconisant la taxation de l'azote et une redevance sur les produits

phytosanitaires, de même que le rapport Paillotin (Ecophyto 2018) étudie la réduction de 50 % des pesticides sur dix ans.

“Le vrai développement durable doit concilier l'économie, le social et l'environnement” estime le président de la FDSEA. Une nouvelle fois, le syndicat demande la transparence de prix et des marges au niveau de l'observatoire et pose la question : “où va la différence entre le prix payé au producteur et celui demandé au consommateur ; le producteur ne veut plus servir de variable d'ajustement.

Le coût de l'énergie refait l'actualité ces derniers jours ; pour se faire entendre à leur tour, et obtenir des engagements financiers, les agriculteurs se demandent s'ils ne devraient pas suivre l'exemple des marins-pêcheurs.

Dernier dossier abordé : les retraites. “C'est le sujet qui me fait le plus honte”, confie Jean- Marie Roger pointant du doigt le montant dérisoire perçu par la majorité des exploitants retraités.

Pour conclure son intervention, Jean Marie Roger dit sa détermination à faire entendre “la voix d'un syndicalisme revendicatif et indépendant qui croit en l'avenir des paysans et qui a la volonté de s'impliquer sans état d'âme pour arracher un avenir et retrouver la fierté d'être paysan”.

La table ronde qui réunit ensuite Angélique Delahaye,

présidente de la FNPL et du conseil de direction spécialisé fruits et légumes de Viniflor ; Jean Sales, président du conseil de direction plénier de Viniflor ; Jérôme Despey, président du conseil de direction spécialisé “filiale viticole” de Viniflor, membre du bureau de la FNSEA ; M. Sarraute, vice président de la FNPF et Guy Giva, président de la FIPA et de la Chambre régionale d'Agriculture a engagé un débat sur le thème : les productions méditerranéennes ont-elles un avenir dans un contexte euro méditerranéen défavorable ? Nous le relaterons dans une prochaine édition.

Jean Dauriach
Journal l'AGRI